

N° DP 24/1181

DECISION DU PRESIDENT

PRESTATIONS D'ASSISTANCE ET DE REPRESENTATION JURIDIQUE DANS LE CADRE DU LITIGE OPPOSANT LA METROPOLE A LA SOCIETE TLV SUR LA REDEVANCE DE LA CONCESSION DE SERVICE PUBLIC - DESIGNATION DE LA SELARL HOURCABIE AVOCATS

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'ordonnance du Tribunal Administratif de Toulon du 31 mai 2024 portant désignation d'un médiateur dans le cadre du litige opposant la Métropole à la société TLV,

CONSIDERANT que par requête enregistrée au Tribunal Administratif de Toulon sous le numéro 2400949, la société TLV a demandé au Tribunal d'annuler la décision du 8 février 2024 par laquelle la Métropole a refusé de procéder à la correction de la part fixe et de la part variable de la redevance du contrat de concession de service public conclu le 23 février 2021 au titre de l'année 2022,

CONSIDERANT que les parties ont accepté la médiation proposée par le Tribunal Administratif de Toulon,

CONSIDERANT qu'il convient de défendre les intérêts de la Métropole tant au stade de la médiation que devant le Tribunal Administratif de Toulon, ainsi que devant toute autre juridiction,

CONSIDERANT que la Métropole décide de s'octroyer les services de la SELARL HOURCABIE AVOCATS dans la procédure de médiation, ainsi que dans toute procédure jugée nécessaire,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE DESIGNER la SELARL HOURCABIE AVOCATS demeurant à Paris pour défendre les intérêts de la Métropole dans le cadre de la médiation, devant le Tribunal Administratif, ainsi que devant toute juridiction.

ARTICLE 2

DE DIRE que les crédits sont inscrits à l'opération N°42200 article N°6226.S du Budget annexe Transports et à l'opération N°23 article N°62268 du Budget principal.

La présente Décision sera

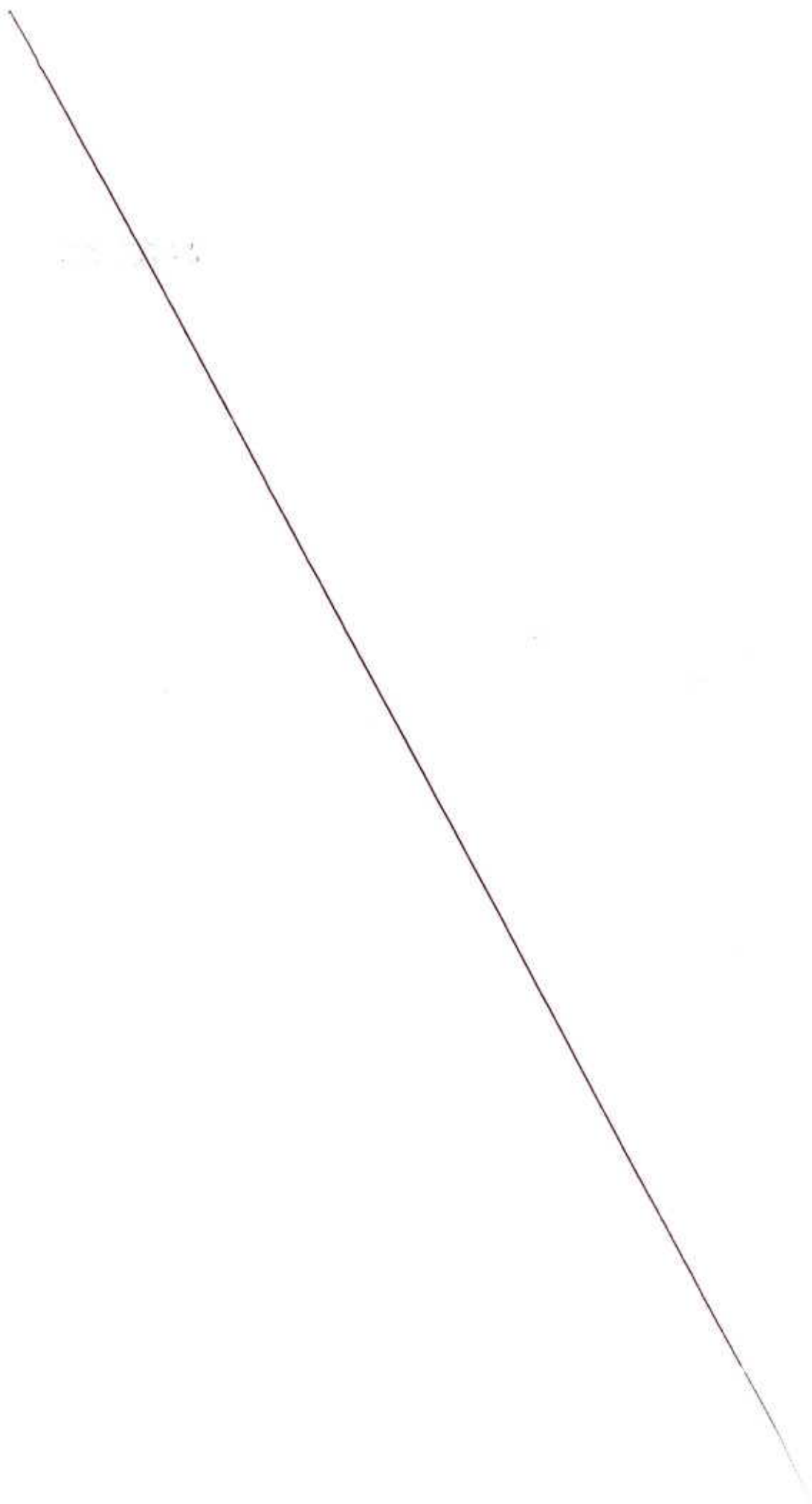
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **24 DEC. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE TOULON**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le président de la 3^{ème} chambre

ORDONNANCE du 31 mai 2024

Dossiers de fond : n° 2400949

Dossier de médiation : n° 2401722

(à rappeler dans toutes correspondances)

**SOCIETE TRANSPORTS MARITIMES ET TERRESTRES DU LITTORAL VAROIS
/ METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

Vu la procédure suivante :

Par la requête enregistrée sous le numéro 2400949, la société Transports Maritimes et Terrestres du Littoral Varois représentée par Me Soufiane Boubaker a notamment demandé au Tribunal d'annuler la décision en date du 8 février 2024 par laquelle la Métropole Toulon Provence Méditerranée a refusé de procéder à la correction de la part fixe et de la part variable de la redevance du contrat de concession du service public conclu le 23 février 2021 au titre de l'exercice 2022.

Dans le cadre de cette instance, les parties ont été invitées à se prononcer sur l'opportunité de recourir à une médiation, en application de l'article L. 213-7 du code de justice administrative.

Par un courrier, enregistré le 2 avril 2024, la société Transports Maritimes et Terrestres du Littoral Varois déclare accepter le recours à une médiation.

Par un courrier, enregistré le 17 mai 2024, la Métropole Toulon Provence Méditerranée représentée par Me Aymeric Hourcabie déclare aussi accepter le recours à une médiation.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu le code de justice administrative.

Considérant ce qui suit :

1. Aux termes de l'article L. 213-1 du code de justice administrative : « *La médiation (...) s'entend de tout processus structuré, qu'elle qu'en soit la dénomination, par lequel deux ou plusieurs parties tentent de parvenir à un accord en vue de la résolution amiable de leurs différends, avec l'aide d'un tiers, le médiateur, choisi par elles ou désigné, avec leur accord, par la juridiction.* ».

2. D'une part, aux termes de l'article L. 213-7 du même code : « *Lorsqu'un tribunal administratif (...) est saisi d'un litige, le président de la formation de jugement peut, après avoir obtenu l'accord des parties, ordonner une médiation pour tenter de parvenir à un accord entre celles-ci.* ». Aux termes de l'article L. 213-8 du même code : « *Lorsque la mission de médiation est confiée à une personne extérieure à la juridiction, le juge détermine s'il y a lieu d'en prévoir la rémunération et fixe le montant de celle-ci. / Lorsque les frais de la médiation sont à la charge des parties, celles-ci déterminent librement entre elles leur répartition. / A défaut d'accord, ces frais sont répartis à parts égales, à moins que le juge n'estime qu'une telle répartition est inéquitable au regard de la situation économique des parties. (...)* ».

3. D'autre part, aux termes de l'article R. 213-9 du même code : « *Le médiateur peut, avec l'accord des parties et pour les besoins de la médiation, entendre les tiers qui y consentent. / Le médiateur tient le juge informé des difficultés qu'il rencontre dans l'accomplissement de sa mission. / Le juge met fin à la médiation à la demande d'une des parties ou du médiateur. Il peut aussi y mettre fin d'office lorsque le bon déroulement de la médiation lui apparaît compromis.* ».

4. Il apparaît utile d'organiser une médiation entre les parties afin de rechercher dans de brefs délais une solution au différend les opposant. Cette mission sera réalisée dans les conditions fixées aux articles 1 à 5 de la présente ordonnance.

ORDONNE

Article 1^{er} : Mme Cécile Gontard Quintric, domiciliée 85 avenue du Maréchal Foch à Toulon (83000), est désignée comme médiatrice dans le litige opposant la société Transports Maritimes et Terrestres du Littoral Varois à la Métropole Toulon Provence Méditerranée. Elle pourra s'adjoindre un co-médiateur, à charge pour elle d'en informer les parties.

Article 2 : Cette désignation est faite pour une durée de 3 mois, renouvelable une fois à la demande de la médiatrice pour le parfait achèvement de sa mission.

Article 3 : La médiation se déroulera dans les locaux désignés par la médiatrice. Celle-ci pourra, avec l'accord des parties et pour les besoins de sa mission, entendre les tiers qui y consentent.

Article 4 : Les parties détermineront librement entre elles la répartition des frais de la médiation. A défaut d'accord, ces frais sont répartis à parts égales, à moins que le juge n'estime qu'une telle répartition est inéquitable au regard de la situation économique des parties.

Article 5 : Au terme du délai de 3 mois à compter de la notification de la présente ordonnance, le médiateur informera le tribunal de ce que les parties sont ou non parvenues à un accord sur tout ou partie des litiges, en application de l'article L. 213-9 du code de justice.

Article 6 : La présente ordonnance sera notifiée à la société Transports Maritimes et Terrestres du Littoral Varois, à la Métropole Toulon Provence Méditerranée et à Mme Cécile Gontard Quintric, médiatrice.

Fait à Toulon le 31 mai 2024.

Le président de la 3^{ème} chambre

Signé

Ph. HARANG

